



# Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N°147 - Mars/Avril 2008

## Le Conseil de sécurité doit imposer à Khartoum des forces non-africaines

**P**our les NU, un accord de paix est un préalable qui rendra la mission de la force hybride moins dangereuse au Darfour. A la demande de la France, les représentants du Conseil de Sécurité et les médiateurs des NU et de l'UA ont rencontré Abd el Wahid el Nour à Genève le 19 mars. Ce dirigeant historique de l'Armée de Libération du Soudan, refuse les négociations de paix sans suspension du conflit armé, ce que la communauté internationale jugeait déraisonnable. Il leur a expliqué que le non-respect par le gouvernement de deux cessez-le-feu et le non désarmement des janjawid font qu'il n'a pas confiance en Khartoum pour négocier. Ses interlocuteurs ont reconnu la nécessité de renforcer la sécurité générale au Darfour. L'un des faucons du régime, Nafi Ali Nafi, a dit aussitôt : « *Le Conseil de Sécurité ne nous arrêtera pas de combattre les rebelles, même si le monde entier hurle. Pas de conditions aux négociations de paix* ». Décodé, c'est un vif mécontentement.

Le Statut (SOFA) de la Minuad (mission des NU au Darfour), a été signé avec Khartoum. Elle a droit d'abord à des stations de radio sous son contrôle exclusif pour donner des informations relatives à son mandat, ensuite à la liberté entière et sans restriction de mouvements sauf par air pour lesquels une permission de l'administration de l'aviation civile soudanaise est nécessaire, et aussi à des communications radio, portable, e-mail, entre ses différents sites, mais pas avec les troupes et véhicules en mouvement. Pour certains membres de son personnel : « *Le mandat de la Minuad est plus restrictif que celui d'Amis ne l'était.* ».

Cette Force doit assurer la protection des civils. Le Mouvement rebelle pour la Justice et l'Égalité (MJE), en allant soutenir le président Déby au Tchad, a abandonné sa région au nord de Geneina. Du coup, l'aviation, puis les hordes janjawid et enfin l'armée y ont attaqué les civils, tué, dont des membres d'ONG, pillé et brûlé trois villes, leurs écoles, dispensaires et agences d'aide, ont détruit les puits, ont causé la fuite de quelques 50 000 personnes qu'ils ont empêché bientôt de se réfugier au Tchad. La Minuad a écrit un rapport accablant, mais n'a rien fait, n'ayant pas de mandat pour intervenir militairement.

Certes la Force n'a que 9 000 hommes sur les 26 000 prévus. Elle attendait en mars environ 8 000 éthiopiens et égyptiens. Pour cette force, le gouvernement soudanais ne veut, hors quelques chinois, que des africains. En effet, l'Amis créée par l'Union Africaine s'est, par incapacité, attirée l'antipathie des rebelles, des civils et même des janjawid, ce qui a bien arrangé Khartoum. Que le Conseil de Sécurité impose des troupes non africaines ! Déjà la Chine désireuse de se concilier l'opinion avant les jeux olympiques, a conseillé à Khartoum d'accepter Népalais et Thaïs.

Un espoir sur la Minucart et l'Eufor, déployées au Tchad et en RCA, a été mis pour leur impact positif sur le Darfour. En attendant, Khartoum a attaqué un de leurs véhicules égaré au Soudan, tuant un Français. L'Eufor a répondu qu'elle empêchera toute incursion au Tchad.

A Khartoum, témoignages d'un boom économique, les constructions de tours de bureaux, de centres commerciaux et d'hôtels pullulent, les automobiles de luxe et autres biens somptueux abondent. Qui sont ces nouveaux riches qui ne semblent pas s'inquiéter du Darfour ? Par exemple les membres du parti au pouvoir, le Congrès national (CN), qui profitent de la rente pétrolière. Curieusement, les membres du CN originaires de province n'investissent pas dans leur région d'origine. Les écarts de richesse entre prospères et pauvres dans la capitale, entre Centre et périphérie se creusent dans tout le pays. Ce dernier point fut une grande cause de toutes les insurrections.

Bételgeuse

## Au Sud, l'attente se prolonge

**A**près d'âpres négociations en décembre 2007, et la résolution apparente d'un certain nombre de points litigieux, Salva Kiir et le MLPS ont accepté de rejoindre le gouvernement d'unité nationale. Trois mois plus tard, reste toujours en suspens, notamment le statut d'Abyei, qui attise les convoitises du Nord et du Sud et se trouve au centre de leurs tensions - l'insécurité y est permanente et tout incident peut dégénérer en conflit armé - , l'absence de tracé définitif de la frontière nord-sud va considérablement gêner la bonne marche du recensement national qui doit commencer le 15 avril. Cette opération rencontre de nombreux obstacles non encore levés peu de jours avant son lancement. Depuis le début de l'année, le nombre de réfugiés et déplacés regagnant le Sud s'est considérablement accru dans la perspective du recensement. Leur retour, difficile en raison de l'absence totale de structures d'accueil, aura des conséquences considérables sur l'avenir du pays: partage du pouvoir et des richesses, participation aux élections de 2009 et référendum de 2011. L'insécurité aux abords des régions pétrolifères ne peut être jugulée par les Unités Jointes Intégrées qui ont du mal à remplir leur rôle de forces unies fiables par manque de moyens financiers et de volonté politique. Le GOSS tente de maîtriser la « culture des armes » et la corruption par une série de mesures apparemment énergiques

Enfin, un accord de paix mettant un terme au conflit inter-ougandais pourrait définitivement contribuer à rétablir la paix et la confiance dans les régions cruellement affectées par les exactions de l'ARS et de l'armée ougandaise.

## Jour après jour

**Minuad** La Minuad exerce l'unité de commandement et de contrôle des NU. Son patron, le Congolais Adada, responsable du maintien de la paix et de la mise en oeuvre du mandat et son assistant; le Ghanéen Anyodo, rendent compte au Président de l'UA et au Secrétaire général des NU. Le général Martin Luther Agwai et le Commissaire spécial rendent compte à Adada.

Les quatre hommes sont nommés par l'UA ET les NU. La direction de l'opération se fait selon les procédures des NU. Les quartiers généraux de l'UA et des NU sont censés se coordonner avec le Mécanisme de coordination de l'UA. L'ensemble souffre donc d'une certaine incohérence : les NU pensent commander l'action puisqu'elles paient et l'UA seule montra bien des faiblesses.

Pendant la phase de planification, il y eut des frictions La loyauté africaine irait moins aux NU qu'à l'UA et le soutien de celle-ci au Soudan est sans failles. Ainsi, selon AWN, la force hybride avait envoyé un enquêteur sur des attaques de civils dans sa zone. L'hélicoptère est arrivé et reparti immédiatement. Son responsable a donné comme raison à ses supérieurs auxquels il eût dû obéir, qu'il n'avait pas l'autorisation de Khartoum, autorisation non exigée par le SOFA.

Selon Jair van der Lijn (Paint the Nile Blue), *Adada fut accusé de nommer ses amis aux postes élevés. Il a fait des promesses inconsidérées de MSA\* aux dirigeants rebelles et peut avoir perdu sa crédibilité à leurs yeux. Il est parti à New-York en laissant les problèmes importants à son assistant. Toutefois, le chef d'Etat-major britannique est excellent.*

*L'infrastructure est absente. Les camps militaires doivent encore être construits, l'eau fournie, etc.. La société Dynacore doit s'en occuper mais son personnel n'avait pas reçu de visa fin février. Des forces additionnelles sont entraînées par les NU. La moitié du personnel doit venir des NU et l'autre de l'UA. Les NU auront de la peine à trouver à l'UA des gens qualifiés puisque leur niveau est très élevé. La rumeur court qu'elles embaucheront un personnel moins qualifié, africain, pour les postes élevés sous les ordres duquel travaillera un personnel plus compétent, asiatique ou occidental. La Minuad doit mettre en oeuvre des QIP (projets à impact rapide VS).*

Les rebelles craignent autant de l'Egypte que de la Chine que leurs hommes servent de service de renseignements à Khartoum. Outre des Egyptiens et des Ethiopiens la Minuad attend 800 Tanzaniens. Khartoum a demandé à l'Indonésie de doubler ses casques bleus, 140 hommes. Le Rwanda a organisé un atelier, offert par les Etats-Unis, pour les officiers de 17 Etats africains, où les vétérans de l'UA au Darfour donneront leurs points de vue sur les problèmes qu'ils ont connu et les solutions qu'il entrevoient. Les NU recherchent 6 hélicoptères d'attaque et 18 de transport depuis des mois. Elles ont accepté 4 hélicoptères d'attaque d'Ethiopie et discutent hélicoptères de transport avec l'Ethiopie et le Bangladesh. La Russie pourrait en fournir.

\*Le MSA est l'indemnité mensuelle de 600 \$ promise aux représentants à la Commission du cessez-le feu du temps de l'AMIS. Elle ne fut plus réglée par manque de fonds. La Commission est paralysée car les représentants ont demandé le règlement des mois précédents (VS).

**Le Mouvement pour la Justice et l'Egalité (MJE)**, Zaghawa, est soutenu par Déby, de la même ethnie, et très fort militairement. Ses membres appartiendraient à l'armée tchadienne dont ils porteraient l'uniforme sans marque de grade ; ils rouleraient aussi dans des véhicules identiques mais sans marque d'immatriculation. Après être allés soutenir militairement Déby contre ses opposants à Ndjamena, ils seraient restés au Tchad (cf. Négociations de paix, Conflit, Tchad). Trois membres d'un groupe dissident se sont échappés après quatre mois de détention auprès du MJE. Ils disent avoir été maltraités, enchaînés, privés de contacts avec leurs familles. Ils craignent pour la vie de leurs quatre compagnons de captivité (SOAT, 28 02 08).

**Exactions** « *Quand la plus grande partie du MJE, abandonnant les civils, quitta la région qu'il occupait au nord de Geneina pour aller au secours du président Déby au Tchad (attaqué par ses propres rebelles), le gouvernement se précipita pour le remplacer en tuant les civils innocents. Pourquoi ? Ils ne pleuraient pas leur départ. (Les forces MJE restantes avaient abandonné lâchement les civils). Selon les NU et des ONG, le MJE a pratiqué le vol de voitures et interdit la région aux forces de l'UA. Les janjawid ont attaqué la ville de Suleia un jour de marché, tiré sur la foule, pillé et incendié les maisons. Une femme se réfugia dans sa hutte priant qu'il n'y mettent pas le feu. Certains des enfants qui avaient fui lorsque leur école fut assaillie n'ont pas été retrouvés. Sur 15000 habitants, (25 000 selon d'autres sources VS) une petite centaine reste. Elle s'est mise sous la protection de l'armée, en plein air, à côté de son campement. Certains soldats empêchèrent les janjawid de voler les sacs de céréales donnés par l'aide. L'un dit : « J'ai honte que les janjawid viennent avec les soldats » (Résumé, NYTimes 03 03). Les villes de Sirba, Abu Suruj et les camps de déplacés environnants furent aussi attaqués, les bombardiers intervinrent. Douze mille réfugiés sont arrivés au Tchad. Surtout des hommes. Ils dirent que les femmes et enfants suivaient. Ils ne semblent pas être arrivés. Armée et janjawid les auraient encerclés pour les empêcher de partir. D'autres parlent de bombardements à la frontière ; 50 000 personnes se seraient enfuies. L'interdiction des vols humanitaires en laissa 160 000 sans aide. A moins qu'elles n'aient toutes été tuées (Force hybride, Reuter). Ces civils, Masalit ou Ereinga, n'étaient même pas des Zaghawa.*

Des accusations fusent. Pour les uns, le Darfour deviendra un autre Irak tant que les pourparlers de paix seront embourbés ; la force hybride fait partie du plan américain pour renverser le gouvernement islamique. Pour d'autres, l'Union Européenne récompense les rebelles d'avoir rejeté l'accord de 2006 en leur fournissant avions, argent et armes. (!). Ses ONG emploient ses chômeurs. Pour d'autres encore, toute opération de maintien de la paix amènera Al Qaida.

**Pourparlers pour la paix** Les médiateurs NU/UA ont organisé une réunion à Genève, les 18, 19 03. Le Soudan ne fut pas convié « car ils ne pouvaient recevoir les rebelles » (???). Ils rencontrèrent d'abord les Etats voisins, puis les membres permanents du Conseil de Sécurité se réunirent pour arriver à un accord entre partenaires régionaux et observateurs internationaux. Invité le 19 mars, Abd el Wahid el Nour (AWN), chef historique de l'ALS, leur a exposé son point de vue à la suggestion française. Etait-ce à la suite d'une lettre que nous avions écrite à Sarkozy ? AWN expliqua sa demande d'une suspension de conflit. Il n'a pas confiance dans le gouvernement qui a signé deux cessez-le feu et s'est engagé en 2006 à désarmer les janjawid. AWN veut d'abord qu'il respecte sa signature. Les participants se sont mis d'accord sur la nécessité de renforcer la sécurité. Donc une acceptation des conditions d'AWN, qui jusqu'alors semblaient déraisonnables, fut gagnée. Khalil Ibrahim, le chef du MJE, voulait discuter seul avec Kofi Annan. Est-ce dû aux efforts de Tourabi pour se réconcilier et réconcilier le Darfour avec le Congrès National ou à l'accord Soudan/Tchad ? Ce fut refusé par Nafi Ali Nafi, faucon du CN responsable des négociations.

On estime à plus de 50 les groupes armés d'opposition. Certains ne font que participer aux conférences de paix, extorquer de l'argent et piller des véhicules (AI). Le médiateur Eliasson, qui voulait l'unité de tous les mouvements rebelles sans tenir compte de leur absence de sens politique ni de l'opposition de l'ALS/AWN et du MJE à leur présence, semble avoir changé d'opinion. (à suivre) >

## La génération de la colère

Amnesty international 22 01 08 Résumé par VS

**Contexte** Au Darfour, la plupart des déplacés vivent dans 65 camps. D'autres sont réfugiés dans des villes proches de leur village détruit, où ils sont abrités dans des huttes, hébergés par leur famille ou par d'autres gens. Certains sont dans la brousse où ils survivent difficilement de fruits et de céréales sauvages. Des milliers d'autres sont allés dans d'autres régions du Soudan. Les 12 camps de l'est du Tchad abritent 240 000 réfugiés. Plusieurs déplacés l'ont été de force à plusieurs reprises, de nouveaux continuent d'arriver dans des camps. De vastes régions du Darfour sont quasi abandonnées sauf par quelques nomades. Ici, millet et sorgho poussant à l'état sauvage dans l'herbe, là, des murs de pisé incendiés indiquent d'anciens villages. Les camps abritent surtout des femmes et des enfants. Là, les ONG leur fournissent de la nourriture et de l'eau mais ne peuvent assurer leur sécurité. Les déplacés jugent hostiles l'armée et la police : nombre d'entre eux, soupçonnés d'appartenir aux mouvements rebelles, ont été arrêtés à l'extérieur des camps.

**Le danger rôde autour des camps** Certaines zones du Darfour ont été transférées par le gouvernement à l'ALS/Minni Minawi qui a signé l'accord de paix d'Abuja de 2006. Là est Gereida, camp de 120 000 déplacés, le plus grand du Darfour. L'ALS/MM y a arrêté des Masalit qui ont « disparu ». Les corps de 8 d'entre eux furent retrouvés dans une fosse commune.

Les camps de Kalma (90 000 personnes, le double selon certains) et d'Abu Shouk (plus de 50 000), sont aussi très importants. Ceux de Mosaï et de Hamadyia accueillent des arabes, Ceux de Kidingir et de Rokoro, en zone insurgée, accueillent arabes et non-arabes. On y trouve surtout des agriculteurs, mais aussi des médecins, des enseignants, des ingénieurs et même un parlementaire. La plupart d'entre eux sont administrés par des sheikhs avec parfois un système parallèle féminin de sheikha, d'autres ont une forme de police communautaire. Un demi-million de déplacés sont inaccessibles aux ONG. Les humanitaires sont agressés tous les jours, souvent détenus pendant des heures. Les janjawid ou les insurgés contrôlent les routes (*Le président de MSF a remarqué que cela arrive beaucoup plus en zone gouvernementale qu'en zone rebelle VS*).

**Les femmes : risque omniprésent de viol** (*VS a souvent parlé de ce problème. L'AMIS accompagna un temps les femmes qui allaient chercher du bois pour leur cuisine et qui étaient souvent violées par les janjawid. La force hybride, saluée par des cris de joie, a repris ce travail*).

**À l'intérieur des camps les fusils coûtent peu** Les rebelles ont introduit dans les camps des J3 et des Kalachnikov. Le gouvernement donne quelques armes, ce serait pour tuer des opposants présumés. La couleur politique des camps est mouvante. Ici, tous sont hostiles aux groupes armés, là, ils font allégeance à un mouvement rebelle, ailleurs, ils sont partagés entre les mouvements, ce qui provoque des tensions internes, surtout quand existe une minorité MLS/MM, des Zaghawa signataires de l'accord de paix. Souvent la faction SLA/AWN étend sa domination. La

plupart des camps ont réussi à diminuer les dissensions ethniques ou politiques. Dans Kalma, surpeuplé, 29 groupes ethniques, tous armés, vivent dans des conditions sordides. Des agents de sécurité empêchent souvent les gens d'entrer ou de sortir. Les jeunes y ont formé des groupes d'auto-défense par ethnie, Four, Masalit, Zaghawa, Dajo. Il y a des combats politiques mais aussi des vols et des agressions. Un revolver ne coûte que 17 euros. Beaucoup accusent le gouvernement de cette situation. Tant qu'ils ne sont pas en sécurité, ils n'abandonneront pas leurs armes qu'ils enterrent. Près de Zalingei, cinq morts en juin.

**Le désespoir d'une jeune génération sans illusions** Dans les camps, les écoles primaires ouvertes par l'UNICEF et les ONG sont fréquentées par 28% des enfants dont 46% de filles, mais il n'y a pas d'écoles secondaires ni de formation professionnelle. Parmi les déplacés, un million d'enfants dont 120 000 arrivés depuis avril 2006. Près d'une ville, les filles qui lavent du linge sont très mal payées et parfois même pas nourries. Avant la guerre, les garçons travaillaient dans les champs, aujourd'hui la plupart ne fait rien ; ils jouent au foot, fument de la marijuana ou sniffent de l'essence. Les groupes d'opposition recrutent sans mal ces jeunes gens aigris et frustrés. Les adolescents qui quittent les camps sont soumis à une enquête et accusés de soutenir les rebelles.

**Le danger des réinstallations et retours forcés** « *Je suis alarmé par le transfert forcé la nuit depuis le camp d'Otash* » (Holmes, secrétaire général adjoint des NU, 29 10 07). Le gouvernement a longtemps essayé de faire rentrer les déplacés chez eux. Leurs terres étant occupées par des arabes qui y font paître leurs bêtes, ils ont refusé, craignant de ne pas être en sécurité. Le gouvernement a signé le 24 08 04 un accord avec l'Organisation internationale pour les migrations qui garantissait le caractère volontaire et la sécurité des retours. Accord maintes fois rompu. Selon le droit international, les déplacés doivent pouvoir décider librement de rester sur place, rentrer chez eux, ou s'installer dans une autre région, en étant informés sur l'accès aux moyens de subsistance.

En 2007, de rares accords furent conclus entre des mouvements insurgés et des groupes arabes, et les habitants ont pu rentrer cultiver leurs terres dans quelques enclaves sûres. Ceci est exceptionnel. Le plus souvent les gens, surveillés par les arabes, sont en captivité. Comme le dit un témoin : « *Je suis retourné, il y avait trois arabes en uniforme avec des armes et des portables. Nous allions tous aux champs et la nuit nous dormions ensemble sous la garde des arabes. Quatre mois après, nous vîmes que la récolte serait bonne. Alors 7 arabes sont arrivés. Ils ont tué mon frère. On entendit d'autres coups de feu... Puis ils se rendirent à cheval dans les champs et détruisirent toute la récolte* ».

Autour des abris du camp d'Ardamata, des déplacés ont semé des graines sur des lopins minuscules. Pendant la saison des pluies, ils essaient de faire quelques cultures à l'extérieur. Certains partent deux ou trois jours dans le Jebel Marra, préparer la terre et semer en se cachant des janjawid, puis se réfugient au camp. Le plus souvent, des arabes occupent leurs terres qu'ils font brouter. Parmi ceux installés au Darfour occidental à Wadi Salah et Wadi Azoum, plus de 30 000 viennent du Tchad et sont considérés réfugiés par le HCR. Bien que dans son rapport, il demande que les propriétaires puissent retourner chez eux, pour ces derniers, cela équivaldrait à ratifier cette mainmise sur leurs terres. S'agit-il des arabes à qui Khartoum donna la citoyenneté soudanaise, des terres et des semences ? (*Suit un long passage rapportant nos propos du n°144, déplacements forcés dans les camps vers d'autres camps ou des villages où les gens sont mal accueillis VS*). Dans d'autres camps, le gouvernement a usé de carottes (incitation financière) et de bâton (fortes pressions) pour inciter les gens à partir, ce qui s'apparente à un retour forcé. Beaucoup déclarèrent à Amnesty International qu'ils n'accepteraient d'aller dans les villages de réinstallation proposés que s'ils étaient construits sur l'emplacement de leurs villages primitifs. Ils le voulaient mais leur sécurité n'était pas garantie. Le désir d'éviter la surpopulation des camps ne dégage pas le gouvernement de ses engagements.

Jour après jour (*suite*)

**Mohammed Hamdan Hemeti**, qui commande 20 000 janjawid, s'étant allié avec les insurgés, fut attaqué par l'armée. Puis Khartoum changea de méthode, lui offrit de l'argent pour développer des villages arabes et un partage du pouvoir, promesses déjà faites. Il semble accepter les offres gouvernementales. Que deviennent les accords signés avec différents insurgés ?

**Humanitaires** Les NU jugent intolérables les assassinats, enlèvements, attaques de camions et de bâtiments, que subissent les 14 000 travailleurs humanitaires au Soudan, ce qui compromet le bien être de 2 millions de personnes (NU 25, 26.03.2008). Cela arrive-t-il encore le plus souvent en zones gérées par le gouvernement, et de son fait ?

Sima Sanar, rapporteur spécial du **Conseil des droits de l'homme des NU**, critique vivement la situation au Darfour. Au Sud, elle déplore l'usage excessif de la force, des arrestations et des détentions arbitraires, l'application de la torture et de mauvais traitements. Les mesures prises par le gouvernement pour renforcer l'administration de la justice n'ont pas eu d'effets sur les détentions provisoires : des milliers de personnes restent en prison un temps considérable sans avoir accès à aucune assistance judiciaire. Sima Sanar invite le gouvernement d'Unité nationale et celui du Sud-Soudan à enquêter sérieusement sur les violations des droits de l'homme, à poursuivre les coupables, à offrir des réparations aux victimes et à faire appliquer la loi.

Bien que les services de sécurité lui aient interdit de s'y rendre, elle a rencontré des représentants des communautés de la vallée du Nil affectées par la construction de deux gigantesques barrages. Le gouvernement doit d'urgence assurer la sécurité des villageois, leur fournir un logement décent, enquêter sur la répression des manifestations qui a fait plusieurs morts, et sur les accusations de torture qui pèsent sur les forces de police et de sécurité. Une recommandation analogue porte sur les événements sanglants de Port Soudan, le 29 janvier 2005 (ST 17 03 08).

**Sud-Soudan** Salva Kiir, président du gouvernement du Sud-Soudan (GoSS), essaie de mettre un terme aux enlèvements qui ont concerné plus de 450 enfants en deux ans. Récemment, des Murles ont kidnappé des femmes et des enfants dans l'Équatoria et le Haut Nil ainsi que dans le Nuerland éthiopien (ST 2 02 08).

-Un juge de la Cour suprême de l'Etat des Lacs, a relâché 45 prisonniers accusés pour la plupart d'adultère ou de vol de bétail. Cette relaxe intervient après que le GoSS ait établi l'an dernier une cour spéciale pour endiguer les violences inter-tribales ou inter-claniques qui ensanglantent l'Etat des Lacs et handicapent son développement. (ST- 08 02 08)

-Des dizaines de maisons ont été démolies et leurs habitants laissés sans abri, pour aménager une usine électrique près de Bor, capitale du Jonglei. Le lancement de ce projet, financé par l'Égypte et réalisé par la Compagnie égyptienne de travaux publics et la Compagnie Sabina d'investissement et de travaux publics, a été retardé de quatre mois mis à profit pour amorcer un timide processus de relogement. Les victimes accusent le GoSS de leur avoir proposé des parcelles sur un terrain vague de la banlieue de Bor. (ST- 18 03 03)

**Espionnage** Le Procureur général d'Allemagne accuse Acuil Adyang, arrêté en octobre, d'avoir infiltré pour les espionner des groupes d'opposants politiques à Khartoum et des organisations de défense des droits de l'homme travaillant au Soudan (ST 12 03 08).

**Terrorisme** Un des deux hommes arrêtés pour le meurtre du diplomate américain John Granville, est un officier de l'armée soudanaise. Il dirigeait une petite cellule terroriste qui comprenait des agents opérationnels dans d'autres pays arabes et avait planifié d'autres attaques contre des représentants américains et britanniques au Soudan. En août dernier, les services de sécurité ont saisi des armes et arrêté des personnes menaçant les missions diplomatiques occidentales. Les graffiti associant le Croissant islamique aux mots « Al Qaida Organisation au Soudan » se multiplient autour de l'ambassade américaine et dans les quartiers résidentiels pour étrangers (ST- 09 02 08 ; 10 02 08 ; 12 02 08 ; 25 02 08).

**Arte** a diffusé le 18 mars un documentaire concernant les prisons secrètes de la CIA. Des rumeurs ayant couru sur la participation supposée d'Etats européens à la « restitution » de terroristes présumés, les Etats-Unis ont déplacé le centre de leurs activités vers l'Afrique. L'émission a cité de nombreux cas de torture et de disparitions en Égypte, au Kenya et en Somalie. Le Soudan a été

mentionné sans autres détails. La CIA fait-elle torturer ou disparaître par la Sécurité soudanaise des terroristes présumés ?

**Boycott** Le Parti populaire pour la défense de la foi et de la religion a réuni des milliers de personnes pour protester contre la nouvelle publication de caricatures du Prophète par 17 quotidiens danois. Béchir a appelé à chasser les Danois du Soudan et à boycotter leurs sociétés. Pour le Ministre des affaires étrangères danois, il s'agit d'attiser les sentiments anti-occidentaux au Soudan, qui refuse l'intégration de soldats norvégiens ou suédois dans la force de paix NU/UA ; un tel boycott, empêcherait le Soudan de rejoindre l'Organisation mondiale du commerce comme il le souhaite (AP, ST 27 02 08).

## RÉFUGIÉS

Depuis l'accord de paix de 2005, deux millions de réfugiés dans les pays frontaliers et de déplacés à l'intérieur des frontières sont rentrés au Sud-Soudan, et 50 % des autres (350 000) y reviendront en 2008. Les NU ont participé à cet effort en construisant des routes, des ponts, des aérodromes et des écoles. (ST 06 02 08).

**Ethiopie/Soudan** L'Éthiopie prévoit de reconduire cette année 27 000 des 36 000 Soudanais réfugiés dans le pays (ST- 24 02 ; 02 03 ; 20 03 08).

**Soudan/Éthiopie** Le ministre soudanais de l'Intérieur a confirmé que la régularisation des étrangers dans le pays se faisait conformément à la loi et aux accords bilatéraux. Ces derniers mois pourtant, l'Organisation soudanaise contre la torture n'a cessé d'alerter l'opinion sur l'arrestation d'Éthiopiens qui ont obtenu le statut de réfugié en 2004 mais ont été remis aux autorités de leur pays et sont depuis détenus dans un endroit inconnu. Le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques éthiopiens accuse les représentants du HCR d'avoir livré aux policiers soudanais deux hommes qui ont été ramenés en Éthiopie et incarcérés en un lieu anonyme. Les descentes de police et les rafles se multiplient à Khartoum (SOAT 04 02 08 ; 07 02 08 ; 26 02 08 ; ST 09 03 08 ; 16 03 08).

**Palestine/Soudan** Le ministre soudanais des Affaires étrangères a salué l'arrivée dans son pays de réfugiés chassés d'Irak (ST- 28 02 08).

## AIDE AU DÉVELOPPEMENT

**Aide alimentaire** Au vu de la flambée des prix alimentaires (+ 81% en 2007), l'Union européenne consacra cette année 160 millions ? à conjurer l'aide d'urgence (distribution de nourriture dans les pays affectés par des catastrophes) et d'autres actions de plus longue durée (distribution d'outils, de semences et d'engrais). En Afrique, le Soudan est une des dix destinations prioritaires (ST 13 03 08).

Après avoir annoncé que, les donations promises n'étant pas arrivées, il devrait interrompre bientôt ses livraisons aériennes aux camps de déplacés darfouris, le Programme alimentaire mondial a reçu 500 000 US\$ de Not On Our Watch, fondée par des acteurs d'Hollywood. Faire voler 24 avions au-dessus du Nord et du Sud-Soudan coûte chaque mois 6 000 000 US\$ (ST 13 03 08).

**Eau** Le bureau de Coopération civile et militaire des Nations-Unies et l'ONG Care ont installé un réseau d'eau potable desservant 30 000 personnes, souvent réfugiées du Darfour ou du Sud, dans les banlieues de Khartoum. Ce projet, lancé en septembre 2006, s'est conclu en janvier 2008. Il a coûté 75 000 US \$ (ST 13 02 08).

**Santé publique** Avec l'appui de la Banque mondiale, le gouvernement a distribué 180 000 moustiquaires dans des Etats touchés par la malaria. La Compagnie Vester Guaard a emporté l'appel d'offres lancé en septembre dernier par le ministère de la Santé (ST 27 02 08).

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Avril 2008 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

**Pétrole** Le Soudan étudie la possibilité de devenir membre de l'OPEP, mais craint qu'elle ne l'oblige à suivre des quotas (ST 07 03).

L'offre de vente de pétrole Nile Blend Crude passe de 3,2 million de barils en avril à 2,6 en mai (Reuters 18 03). Les revenus du pétrole pour janvier 2008 sont montés à 582 millions de dollars dont 464 de pétrole brut exporté. La part du gouvernement fédéral a été de 350 millions et celle du gouvernement du Sud de 231 millions (ST 03 03). La répartition des ressources pétrolières se ferait dans la transparence (ST 03 03).

Le président de la commission du suivi du Traité de paix du Sud, le norvégien Vraalsen, a publié un rapport sur son application dans le secteur pétrolier ; à l'exception des questions liées à la province d'Abeyi, dont la délimitation des frontières n'est pas résolue, les questions sont traitées de bonne foi et des progrès ont été réalisés (Alsir Sidahmed, ST 19 11 07).

Dans le block 5 B, la société suédoise Lundin a démarré le forage d'un puits de 2100 mètres de profondeur. (ST 13 02) et l'a abandonné à 2363 mètres sans avoir trouvé de pétrole (ST 10 03). Elle a commencé les travaux d'un nouveau puits; prévu de 1700 mètres (ST 17 03).

Total a démarré ses opérations pour reprendre ses activités dans l'Etat de Jonglei (ST 19 03). Le Soudan et l'Arabie Saoudite vont réactiver un accord de 1974 sur l'exploitation des gisements minéraux en mer rouge. (ST 25 03).

Le Ministre de la Santé a été nommé membre du conseil consultatif de la société pétrolière Jarch Management Group Ltd. Cette société américaine basée aux Iles Vierges dit avoir des contrats avec le MLPs sur le Bloc B, droits attribués par ailleurs à Total (ST 27 02). Total, à qui il manque une part importante du capital depuis le départ de Marathon, a vendu 2% de l'ensemble de ses actions ses actions à la Chine.

**Sanctions** Les USA annoncent qu'ils vont sanctionner les sociétés ayant violé les sanctions imposées au Soudan. (ST 7 02) Le nom des sociétés sanctionnées depuis 2003 a été ensuite publié (ST 25 02). L'Etat de l'Arizona a passé une loi obligeant les fonds de pension publics à vendre tous leurs investissements ayant un rapport avec le Soudan (ST 28 02). En fait, la mise en œuvre des sanctions par le gouvernement n'a pas démarré. Est-ce à cause de la crise financière ? ou à cause d'un virement politique américain après la réunion de l'envoyé spécial Richard Williamson avec le ministre des affaires étrangères? Le Département d'Etat a déclaré que le Soudan a pris des mesures pour arrêter les violences des janjawid et autres au Darfour. Selon le ministre des affaires étrangères du Soudan, les Etats-Unis vont rétablir les relations diplomatiques, supprimer certaines sanctions et ôter le pays de la liste des soutiens au terrorisme, d'ici 6 mois (Wasil Ali, ST 17 03).

**Armes** La Chine a fourni en 2004-2006 au Soudan 90 % des armes de petit calibre, selon Human Rights First basé à New-York, qui a publié un rapport sur le Soudan : <http://www.humanrightsfirst.info/pdf/080311-cah-investing-in-tragedy-report.pdf>. (ST 13 03). Les Chinois disent qu'ils ne violent pas l'embargo, exportent de petites quantités et ne sont pas les seuls ! (AP 14 03). Mais ils ont exporté des armes de haute technologie au Soudan. Lors d'un défilé l'an dernier, des vidéos ont filmé des chars T96, T59D et T 92, ces derniers étant armés de canons russes 2A72. Ces équipements sont d'un niveau technologique nettement supérieur à ce que la Chine exportait jusqu'alors en Afrique (UPI 15 02). **Selon nos informations, le 27 février, l'armée gouvernementale aurait reçu au Darfour 100 chars, 300 land cruisers et 300 gros véhicules RENAULT que cette société monte près de Khartoum, après quoi ils sont équipés d'artillerie.**

Un nouvel accord de coopération militaire a été signé avec l'Iran, pour qui l'ONU n'a pas déclaré d'embargo pour la vente d'armes au Soudan. Il semble ignorer la résolution 1591 qui l'impose au Darfour (ST 7 03). Les inspecteurs des Nations Unies accusent le gaspillage de dizaines de millions de dollars par les opérations de maintien de la paix au Soudan au cours des trois années passées; les responsables des opérations contestent ce rapport (Washington Post 10 02).

**Nord Soudan** La Conférence du consortium du Soudan qui réunit les deux gouvernements et les donateurs du Soudan (CPA), se tiendra la première semaine de mai à Paris. Elle discutera de la mise en œuvre de l'accord de paix et du développement pour 2008-2001 (ST 6 03).

Réunion au Caire entre le Soudan et la Ligue Arabe pour concrétiser l'aide de la Ligue au Darfour. 250 millions de dollars collectés auprès de cinq pays arabes seraient utilisés pour l'eau, l'éducation et la santé et mis en œuvre par des firmes des pays donateurs (ST 16 03).

En réponse à l'appel du gouvernement du Soudan à boycotter le Danemark à cause des caricatures du Prophète, ce pays annonce qu'il s'opposera à tout allègement de la dette du Soudan mais continuera à lui apporter son aide (AP 28 02).

Le Japon envisage d'alléger la dette du Soudan, pour inciter Khartoum à rechercher une solution pacifique au conflit du Darfour. Les mesures d'allègement porteraient sur 20 millions d'Euros, 7% de la dette à son égard (AFP 6 03). Le Soudan avait démarché le Japon pour rechercher des investissements, mais les autorités japonaises considèrent qu'il n'est pas un pays où investir à cause des questions de sécurité et de droits de l'homme (AFP 5 03).

La Chine va établir un centre de démonstration agricole à Al-Qadarif (Xinhua 25 01). Un plan ambitieux d'expansion de la production de sucre a été annoncé (ST 6 03).

Urbanisation de l'île de Tuti, à Khartoum avec construction d'un pont. Trois ponts de plus sont prévus pour faciliter la circulation dans Khartoum. Dans cette île à la riche production agricole vivent 15 000 personnes. Les projets portent sur les hôtels et résidences de luxe, mais pas sur les besoins des habitants (AFP 23 03), fort mécontents. Des dommages à deux câbles sous-marins de télécom entraînent trois jours de congestion dans le téléphone et internet au Soudan et avec l'extérieur (Dow Jones 2 02), ce qui reflète une certaine fragilité du réseau.

**Sud-Soudan** Un accord fut trouvé pour que les douanes du Sud-Soudan relèvent de l'autorité fédérale. Les postes vacants seront occupés par du personnel originaire du Sud (ST 10 02). Les trois banques islamiques installées dans le Sud liquident leurs avoirs (45 millions de dollars) pour le quitter fin février. Les accords de paix les en ont exclues et l'an dernier, elles ont dû choisir entre partir du Sud ou changer de méthodes bancaires (Reuters 06 02).

Quatre agences de micro-finances ont été créées avec une aide du Multi-Donors Trust Fund de 1 million dollars (ST 2 02). Ce montant semble une goutte d'eau dans la mer des besoins !

Le niveau des services offerts et leur demande sont encore faibles, ainsi que le montrent des exemples pour la banque et l'assurance. Les commerçants de la province de Jonglei commencent à construire des locaux commerciaux en dur sur le marché de la capitale provinciale de Bor. Ils critiquent la Nile commercial Bank pour des services très lents et préfèrent garder leurs fonds chez eux (Philip Thon Aleu, ST 2 03, ST 6 03). Très peu de véhicules sont assurés et il y a peu d'assureurs (Reuters 12 03).

Un contrat de 4.7 millions de dollars a été signé avec une firme britannique pour améliorer la sécurité de l'aéroport de Juba (barrière, caméras de surveillance, etc.) (ST 27 03).

Pour limiter le marché noir, la banque centrale du Soudan à Juba ne fournira plus de dollars qu'aux ONG, sociétés étrangères et aux gens voyageant à l'étranger (Reuters 8 02).

A la suite d'un vote de défiance vis-à-vis de l'Auditeur général, le Président du Sud-Soudan l'a démis avec tous les membres de la Cour des Comptes. Ceux-ci sont accusés de 11 charges dont celles de saper le pouvoir du président en remplaçant des personnes nommées par lui, d'avoir acquis une maison pour la Cour des Comptes hors procédures légales pour 395 000 \$, et reçu un double remboursement pour des voyages à l'étranger (ST 20 02).

Au cours du Forum des gouverneurs réuni début mars, de nombreux problèmes de gestion ont été exposés. Le Président du GoSS a épinglé la non perception d'impôts, les doubles salaires pour des gens qui offrent des filles en échange. Le représentant de la Banque mondiale a souligné le besoin d'une gestion transparente (Vuni, ST 11 03).

Le Japon fournit une aide de 12 millions de dollars pour réparer des routes (600 km), les déminer et en construire une ( 85 km). Cette aide fait partie d'un programme plus large de 246 millions de dollars pour les routes (ST 29 01). Le Japon financera également la formation de professeurs (8,7 millions de dollars).

ALPS : ex-Armée de Libération du peuple soudanais, au pouvoir, CBA : Commission sur la frontière d'Abyei,  
 FAS : Forces armées soudanaises, GoSS : Gouvernement du Sud-Soudan,

En dépit des accords de décembre 2007 qui ont permis au MPLS de rejoindre le gouvernement d'unité nationale, plusieurs points litigieux restent à concrétiser pour l'application du CPA : le statut d'Abyei, la délimitation de la frontière nord-sud, la réalisation du recensement, le redéploiement des troupes, les problèmes d'insécurité.

## Recensement

Après avoir été remis plusieurs fois, le cinquième recensement devrait enfin se dérouler du 15 au 30 avril. Il devrait fournir des données pour mettre en place les services et des structures de développement, organiser les circonscriptions en vue des prochaines élections et apporter une évaluation plus affinée de la population afin d'établir un partage des richesses plus équitable. Or, le PCN a fait traîner sa mise en place par un gel des fonds nécessaires à sa réalisation comme pour retarder les élections. Lors des discussions de décembre 2007, le PCN a accepté de débloquer les fonds. Cependant des obstacles demeurent : la frontière nord-sud inexistante, l'insécurité dans les Etats de l'Unité, de Jonglei et du Sud-Kordofan, la formation des enquêteurs et les problèmes de logistique, la distribution du matériel, l'absence de routes et la saison des pluies. La commission du Nord a renvoyé des employés trop curieux sur sa stratégie, celle du Sud aurait tendance à exagérer les chiffres pour grossir les budgets que le Nord rechigne à lui envoyer. La commission du Sud estime que son budget a été sous-évalué et réclame six millions de dollars supplémentaires qu'elle justifie par des déplacements en avion vers des régions inaccessibles en véhicule ou en bateau (ICG, 13/03/08). Le retard pris pour le recensement, le vote de la loi sur les élections nationales signifie que le calendrier électoral est déjà compromis. Des points litigieux demeurent : le gouverneur de l'Etat des Lacs a prévenu qu'il boycotterait le recensement si l'appartenance ethnique n'est pas mentionnée afin de savoir qui est véritablement Sud Soudanais et, par conséquent, apte à voter lors du référendum de 2011.

## Retour des déplacés et des réfugiés

Ces derniers se pressent de rentrer pour participer au recensement. La terre des ancêtres est un lieu sacré vers lequel déplacés et réfugiés retournent naturellement car là se trouvent leurs racines que nul ne peut leur contester : la terre appartient au clan qui la gère et la distribue selon la coutume, elle ne se négocie pas, on ne la vend pas aux étrangers et toute occupation imposée est considérée comme une déclaration de guerre. Au terme d'après discussions sur la propriété foncière dans le cadre du protocole de Naivasha en 2002, le MPLS défendit sa position selon laquelle la terre appartient à la communauté et non au gouvernement alors que Khartoum estime que le gouvernement est propriétaire et peut expulser qui bon lui semble à tout moment. Ces positions aboutirent à une impasse jusqu'à ce qu'il fut décidé que chacun appliquerait ses principes sur son propre territoire (ST, Community Land, 08/03/08). Depuis 2005, 169 000 réfugiés et 1.9 million de déplacés ont pu regagner leurs villages. 260 000 réfugiés souhaitent rentrer au Sud-Soudan. Les problèmes ne manquent pas à l'arrivée : manque de services, surtout sanitaires et éducatifs. Le HCR a lancé un appel pour financer en 2008 ses opérations de rapatriement et de réintégration de 80 000 réfugiés dans le Sud pour une somme de 63 millions de dollars US.

## Tracé de la frontière nord-sud

Ceci aurait dû être fait dès 2005. Une commission sur la frontière nord-sud se mit en place en 2007. Aujourd'hui la non-existence de la frontière a des conséquences à tous les niveaux, sur le partage des richesses pétrolières puisque la plupart des puits se trouvent le long de la frontière, mais de quel côté ? Les fonds nécessaires au travail de la commission viennent d'être débloqués à la suite des accords Nord-Sud de décembre. Or la commission n'a toujours pas remis son premier rapport à la présidence en février comme prévu. Sans frontière précise, le recensement ne pourra se dérouler normalement. Définir le tracé risque d'être gêné par l'insécurité le long de la frontière. Le rapport de la commission ne manquera pas d'être contesté en raison de l'impact qu'il aura sur le partage du pouvoir et des richesses. Le PCN s'y opposera car il a tout intérêt à retarder le tracé définitif d'une frontière nord-sud qui lui ferait perdre d'importantes ressources pétrolières et autres richesses naturelles: il considère qu'il a déjà beaucoup perdu par la faute d'étrangers qui ont élaboré le rapport de la commission sur la frontière d'Abyei.

## Redéploiement des forces

L'ALPS et les FAS auraient dû regagner leurs territoires respectifs le 9 juillet 2007 et les Uji, assurer la sécurité le long de la frontière nord-sud. Après plusieurs échecs, le redéploiement fut fixé au 9 janvier, les unités jointes étant déployées dans les zones pétrolières. L'ALPS se plaignit mi-janvier que des troupes des FAS restaient encore au sud de la frontière et celles qui l'avaient franchie ne s'étaient pas éloignées de 10 à 20 kilomètres réglementaires. L'ALPS fut priée de s'éloigner au sud de la rivière Kiir vers Aweil. (ST, 21/01/08). L'hésitation à quitter ses positions provient des doutes suscités par l'efficacité des forces jointes où ALPS et FAS n'y sont pas encore véritablement intégrées, qui manquent de commandement et doctrine militaire uniques. L'insécurité le long de la frontière est permanente surtout près d'Abyei et du Sud Kordofan. En l'absence de frontière, chaque partie peut jouer sur un espace non encore délimité.

## Insécurité

La région d'Abyei reste très instable, une zone tampon surnommée le « Cachemire soudanais » au coeur des rivalités entre Nord et Sud. La commission sur la frontière d'Abyei (CBA) composée d'experts internationaux a rendu ses conclusions le 14 juillet 2005, aussitôt rejetées par le PCN mais acceptées par le MPLS. Abyei n'a ni statut ni administration depuis janvier 2005. Les USA ont proposé de se joindre à la Chine et à l'Arabie Saoudite pour aider les deux parties à proposer un contrat global afin de sortir de l'impasse sur la délimitation de la frontière d'Abyei et le tracé définitif entre Nord et Sud. Devant ce vide, le MPLS a nommé en janvier 2008 un administrateur à Abyei, Edward Lino, que le PCN vient de désavouer le 30 mars arguant que seul le Président peut nommer cette instance en vertu du CPA et de la Constitution nationale et que toute autre décision nuit au CPA. Lino aurait déployé les forces de l'ALPS au nord de la ville d'Abyei. Les Misseriya ont bloqué les routes menant à Abyei et créé le Front de Libération d'Abyei en février annonçant la création du nouvel Etat du Grand Bahr Al-Arab avec Abyei pour capitale dirigé par Mohamed Omer al-Ansari en réponse à la nomination de Lino. Des combats à Meirum dans le nord du Bahr al-Ghazal ont fait au moins 70 morts entre ALPS et Misseriya poussant Salva Kiir à parler d'une reprise possible de la guerre (Gurtong/IRIN, 04/03/08). Des Misseriya regrettent le silence du PCN entravé par l'opinion internationale. Ils pensent que le PCN préfère qu'ils combattent à sa place pour faire obstacle au CPA. Les premiers heurts ont porté sur les droits de passage et remontent à novembre 2007 lorsque des pasteurs Misseriya descendaient vers le Sud avec leurs troupeaux et en furent empêchés par l'ALPS qui tentaient de les désarmer. Ils estiment qu'ils doivent défendre ces droits qui s'étendent au sud du Bahr al-Arab - surtout si Abyei opte pour l'indépendance en 2011 - et que la frontière décidée par la CBA est irréaliste. Deux communautés antagonistes sont condamnées à coexister : les Ngok Dinka, largement représentés dans le MPLS et soutenus par l'ALPS, et les Misseriya, soutenus par le PCN. Salva Kiir a demandé à l'ALPS de respecter les droits de passage.

L'intransigeance du Nord est motivée par les ressources en pétrole de cette région. Les principales réserves se trouvant dans le Sud, le Nord a tout intérêt à retarder le tracé de la frontière qui l'obligerait à partager les bénéfices de cette manne s'il acceptait les frontières déclarées par la CBA qui regroupe trois puits majeurs dont les revenus ont atteint 1,8 milliard de dollars de 2005 à 2008. La résolution de la crise d'octobre 2007 n'a pas exigé que le Nord applique le protocole d'Abyei ou reconnaisse les conclusions de la commission sur la frontière: ce problème a été transféré vers la présidence. Le MPLS espérait que ce point litigieux serait réglé avant le 9 janvier 2008.

Les combats dans la région pourraient déclencher des hostilités d'une ampleur nationale. La mission des Nations Unies (UNMIS) n'a pas le droit de se déplacer au nord d'Abyei et a subi le contre-coup de plusieurs assauts depuis décembre 2007. Il semble qu'il y ait des éléments parmi le PCN et les Misseriya qui utilisent la violence pour obliger à renégocier le protocole d'Abyei ou provoquer l'échec du CPA. Or des chefs Misseriya et Ngok Dinka travaillent ensemble pour la paix et éviter une escalade du conflit. La communauté internationale devrait faire comprendre au PCN que la solution du conflit passe par le tracé des frontières d'Abyei. Le rapport de la CBA doit être définitif.

*Afin de lutter contre l'insécurité, le Sud a le projet de désarmer les populations civiles afin de laisser aux services de sécurité compétents la responsabilité du maintien de l'ordre. Les 50 représentants de la société civile (groupes*

# SUD-SOUDAN

MLPS : Mouvement de Libération du Peuple soudanais au pouvoir, PCN : parti du Congrès national, au pouvoir,  
Uji : Unité jointe intégrée, UNMIS : force NU au Sud.

de jeunes et de femmes, Eglises, médias, associations pour la paix) venus des dix Etats du Sud, réunis à Juba du 11 au 13 mars, se sont inquiétés que les armes rassemblées précédemment n'aient pas été stockées en lieu sûr et soient retombées entre les mains de civils : ils lancent un appel pour que les armes recueillies soient désormais détruites. Le Bureau pour le contrôle des armes et la sécurité civile a été créé pour travailler en étroite collaboration avec Riek Machar. Dans l'Equatoria Central, il a martelé qu'il fallait sortir de « la culture des armes » préjudiciable au bien-être de la communauté. Il a rappelé que seules la paix et la sécurité pouvaient faire accéder le Sud au développement en attirant les investisseurs. Wau est devenue une zone libre de toute arme avec l'aide efficace des Uji.

D'un point de vue stratégique, celles-ci servent les zones non sécurisées et répondent aux besoins avant le référendum de 2011. Elles sont un symbole d'unité nationale pour bâtir la confiance entre les ennemis d'hier et fonder la future armée nationale si le référendum devait consacrer l'unité du pays. Les Uji servent de test pour mesurer l'engagement des deux parties à appliquer le CPA. Pour l'instant, les Uji ont peu de succès à leur actif car les problèmes persistent : le retard de leur déploiement, les difficultés à intégrer les autres groupes armés, l'absence de commandement cohérent et de contrôle de ces unités et une formation intégrée inexistante. Elles sont chargées de la surveillance des zones pétrolifères dans les Etats de l'Unité et du Nil Bleu, ce qui permet à l'ALPS de maintenir sa présence dans ces zones hautement sensibles. *Idem* pour le PCN dans le Sud. Les Uji se heurtent à cinq obstacles pour exercer leur fonctions : leur déploiement devait être achevé le 9 octobre 2006, or il n'atteint que 86% le 11 mars 2008. Seule la brigade indépendante de Khartoum fonctionne normalement. La sélection des membres des Uji pose problème : il apparaît que beaucoup proviennent d'autres groupes armés et non directement des FAS ou de l'ALPS comme le prévoit le CPA. Les parties s'accusent mutuellement d'utiliser les Uji comme fourre-tout pour tous les groupes et milices armés non intégrés aux forces officielles respectives. L'ALPS s'est plaint auprès de l'UNMIS que les Forces de Défense du Sud Soudan (FDSS) qui ont soutenu les FAS pendant la guerre civile (notamment à Malakal) rejoignent les Uji sans être d'abord intégrées dans les FAS. Lors d'un accrochage à Malakal en novembre 2006, les membres de la Uji se sont battus entre eux. L'envoyé de l'ONU Jan Pronk souligne que dans ce cas les Uji étaient une force de division et non d'unité. Les Uji n'échappent pas aux tensions ethniques notamment parmi les membres de l'ALPS. Enfin, l'entraînement des Uji est inexistant, en raison de l'absence de fonds nécessaires et d'une méfiance réciproque pour former ces unités à une discipline et une éthique communes. Un groupe de soutien a été mis en place en novembre avec les pays donateurs sous l'égide de l'UNMIS pour coordonner l'aide internationale pour la formation notamment. Pour l'instant, seul le Royaume-Uni s'est engagé à apporter son soutien financier. L'insécurité d'Abyei est exacerbée par l'entrée soudaine de 222 soldats puissamment armés à bord de sept Toyota et quatre camions bourrés d'armes : ils sont installés dans une école en plein centre-ville (Reuters, 02/04/08).

**L'administration pénitentiaire**, déstructurée après plusieurs décennies de guerre, doit être réformée avec l'aide de l'ONU et de plusieurs organismes internationaux afin d'établir une véritable formation du personnel qui puisse répondre aux besoins des prisonniers, parmi lesquels on trouve femmes, enfants et malades mentaux. Un mort et trois blessés à la prison de Rumbek au cours d'une mutinerie. Le programme de développement des NU a commencé de rénover ce bâtiment vétuste qui date de l'époque coloniale. Pour réduire le nombre de prisonniers, le gouverneur a jugé plus de 3000 affaires pour vols et meurtres. On apprend que la prison abrite des dizaines de condamnés à mort. Dans le cadre du Traité d'Ottawa ratifié en 2003 par Khartoum, Juba s'apprête à détruire 5.000 mines antipersonnel fin mars.

## Développement et pétrole

En décembre 2007, le PCN s'est engagé à une « gestion entière et transparente » du secteur pétrolier et a relancé la Commission nationale sur le pétrole. Bien que membre de cette commission, le MLPS a toujours noté le flou des chiffres sur les profits du pétrole. Comme il était exclu des aires de production et du marketing, il ne pouvait savoir combien de pétrole était vendu et à quel prix, encore moins quelles ristournes on accordait

au PCN. Le Sud n'avait d'autre choix que d'accepter les comptes du PCN et la part qui lui revenait d'autorité. L'accord de décembre permit au Sud de pénétrer sur les lieux de production et de contrôle ainsi que sur les lieux décisionnels et de marché. Ces changements permettraient au GoSS de confirmer les chiffres de production, les pourcentages d'exportation et les bénéfices réalisés. En dépit des engagements pris, le MLPS n'a toujours pas accès aux contrats et zones d'exploitation et la Commission nationale sur le pétrole ne s'est pas réunie depuis un an. En février 2008, les revenus du pétrole ont atteint 397.78 millions de dollars répartis entre 239.30 millions de dollars pour le Nord et 158 millions de dollars pour le Sud; le sous secrétaire d'Etat aux Finances, Hafiz Atta Al Manan, a déclaré que le Sud avait reçu en tout 166.78 millions de dollars en février.

Lors de sa visite au Caire en février, Salva Kiir a invité les Egyptiens à participer à la reconstruction en reprenant les travaux du canal de Jonglei abandonné en 1983 pour cause de guerre. Il est destiné à réguler le cours du Nil en permettant le flux de 4,7 millions de mètres cube par an. Ce projet pourrait soulever l'hostilité des populations locales qui pourraient se voir déplacées.

## Corruption

Lors du cinquième Forum des gouverneurs à Juba, Salva Kiir a déclaré la guerre contre la corruption. Il a reconnu que des individus touchaient deux ou trois salaires, protégés par de hauts fonctionnaires amis ou membres de la famille. Salva a promis que les profiteurs seraient poursuivis et punis et que les sommes détournées devraient être rendues. S'adressant aux gouverneurs, il s'est insurgé contre les comptes en banque de certains hauts responsables. Le gouverneur de l'Etat des Lacs, Daniel Awet Akot, a décidé de dénoncer ses fonctionnaires. Il les a convoqués pour une journée entière au secrétariat général avec ordre d'y rester jusqu'à 17h30, toutes les issues étant bouclées. Il s'agissait de comptabiliser les employés fantômes qui se contentent de toucher leur salaire. Avec les coupes budgétaires décidées par le GoSS et le numerus clausus fixé à 5000 fonctionnaires par Etat, l'Etat des Lacs qui en compte 7000 doit envisager de licencier. En outre le gouverneur prévoit de renvoyer en juin 3800 individus. Nombre d'entre eux devrait prendre leur retraite lorsque le ministère des Finances aura achevé son plan sur les pensions (ST,28/03/08).

## ARS = échec momentané ?

Après de nombreuses hésitations, l'accord de paix entre l'Ouganda et l'ARS semble sur le point d'être signé. Prévu tout d'abord le 28 mars, la date vient d'être reportée au 3 puis au 10 avril sur la demande de Joseph Kony (Reuters, 01/04/08) qui se refuse à se rendre à Juba tant que les mandats d'arrêt de la CPI lancés en 2005 à l'encontre des responsables de l'ARS ne sont toujours pas levés. Il est donc prévu qu'il signe l'accord de paix en pleine brousse à Ri-Kwangba, à la frontière du Soudan et du Congo, et que les autorités ougandaises se rendront ensuite à Juba pour la signature. Les négociateurs ougandais se disent frustrés de ne pas rencontrer Kony lors de la signature. On pense qu'il se trouve aujourd'hui en République centrafricaine (ST, 29/03/08).

La levée des mandats d'arrêt de la CPI a été au coeur des négociations de paix ces dernières semaines. Alors qu'il avait saisi le conseil de sécurité de l'ONU pour enquêter sur les atrocités commises par l'ARS depuis 20 ans dans le nord de l'Ouganda, le président Museveni estime que son pays est apte à mettre en place des tribunaux spéciaux. Les populations directement affectées par ce conflit préféreraient une solution locale fondée sur la justice traditionnelle (*mato oput*), destinée à réintégrer le coupable au sein de la communauté au lieu de l'exclure. Pour l'ARS et ses sympathisants, la CPI est perçue comme une juridiction occidentale néo-coloniale. Les procureurs veulent savoir comment l'Ouganda envisage de mettre en place les tribunaux spéciaux, qui les dirigera, l'origine du financement et comment les crimes seront définis. Le président ougandais Museveni a déclaré à la BBC qu'il ne livrerait pas Kony à la CPI ainsi que ses deux adjoints puisque les mécanismes de la justice de son pays combinés à la justice traditionnelle pouvaient s'en charger.

Mais Joseph Kony ne s'est pas présenté au lieu de rendez-vous prévu. Il vient de dissoudre l'équipe de négociateurs, s'est plein de tout, à tout stigmatisé. On a découvert que la personne en charge des négociations David Mastanga ne lui a pas remis la lettre qui lui était destinée. Il vient d'être arrêté.

## TCHAD

L'attaque de Njamena par les rebelles tchadiens venus du Soudan s'interrompt à la veille de leur victoire. Ils avaient en effet décidé auparavant d'instaurer un gouvernement transitoire formé d'un conseil dirigé par les opposants civils et les chefs militaires. En pleine bataille, Mahamat Nouri, qui manquait de munitions, dit qu'il serait le chef du gouvernement provisoire. Outrés, les autres refusèrent de lui en donner et ils durent se replier. Ils devaient tenir une conférence politique. Déby en profita pour arrêter et vraisemblablement faire tuer les principaux opposants politiques. Béchir accueillit à nouveau au Darfour la plupart des rebelles tchadiens pour les avoir bien en main. Lors du sommet, début mars, de la conférence islamique qui groupe 50 Etats dont la Turquie, le Soudan et le Tchad signèrent un accord de non agression qui interdit l'utilisation de leurs territoires respectifs pour déstabiliser l'autre. Le résultat est douteux.

**La mort de Gilles Polin** Un véhicule de l'Eufor ayant traversé « accidentellement » une frontière Tchad-Soudan non matérialisée sur trois kilomètres, les Soudanais ouvrirent le feu. Khartoum prétend que des nomades auraient trouvé et abandonné à la mort le sergent Gilles Polin, ce qui paraît peu plausible. A la demande européenne, le Soudan fit rechercher le corps qui aurait porté une grenade – 4 nomades auraient été tués par son explosion et Khartoum réclame une indemnité de 10000 \$ pour chacun. Disons-lui de régler cette somme pour chaque Darfourien mort depuis le début de la guerre.

## AFFAIRES ETRANGERES

**La Russie** propose des sanctions contre les rebelles. Pour **l'Angleterre**, le Conseil de Sécurité devrait se demander pourquoi les parties sont allées à un conflit sanglant plus qu'à la table des négociations pour trancher leurs différends. Après que la Chine ait pressé le Soudan d'accepter la Force hybride, son envoyé spécial Liu Gjin a dit en février que les seuls problèmes qu'elle rencontrait étaient d'ordre technique et que son pays s'opposait aux sanctions et à l'embargo « qui feraient souffrir le peuple ». Pourtant, les sanctions proposées ciblaient des individus et leur absence donne à Khartoum le feu vert pour ses atrocités. La presse chinoise prétend que ses compatriotes sont accueillis avec joie par les Darfouriens, un mensonge flagrant, et ne parle ni d'exactions ni de crise humanitaire, domaine où l'aide de la Chine est quasi inexistant. Ses exportations d'armes ne formeraient que 7% des importations soudanaises – autre mensonge éhonté. (Eric Reeves 5 mars). La menace d'un échec des JO et sa visite au Darfour, ont amené Liu Gujin à parler de « *désastre humanitaire qui a forcé hors de chez eux des millions de personnes et en a tué des dizaines de milliers. Le gouvernement soudanais a la responsabilité principale d'arrêter la tuerie* ». La Chine et la presse désormais d'accélérer l'arrivée de casques bleus, en particulier Thai et Népalais (Reuter 07 03). **Le Parlement européen** a pris une décision sans précédent : « *La vente (des actions de PetroChina) envoie un signal très clair que le Parlement européen exècre les liens d'une société avec un Etat qui fait si peu pour le conflit violent du Darfour* ». Vingt groupes musulmans de défense des droits de l'homme et d'aide ont lancé un appel à la **Ligue arabe**. Ils condamnent le gouvernement soudanais pour son obstruction aux casques bleus, soutiennent un vrai cessez-le feu, promeuvent des négociations de paix et s'élèvent contre la violence.

## POLITIQUE INTERIEURE

### Pour les élections, les média aux ordres du gouvernement

La diffamation et la diffusion d'informations fausses sont des offenses criminelles. Le gouvernement s'appuie sur l'article 130 du code de procédure pénale qui sanctionne la violation du secret de l'instruction. L'an dernier, le parquet ordonna

la suspension de *Al Sudani* pour avoir publié un article sur une affaire de blanchiment d'argent mettant en cause le ministre de la justice (qui vient d'être démis de son poste), mais 2007 avait apporté une amélioration : *Al-Midan*, hebdomadaire communiste, et *Sawat al Umma*, journal du parti d'opposition *Umma*, eurent pour la première fois depuis le coup d'Etat de 1980, l'autorisation de paraître. La censure avait été supprimée, avant de reprendre le 06 02 08. Depuis, les arrestations, intimidations, obstructions bureaucratiques et actes de censure vont croissant.

Le Conseil des publications nationales et de la presse (CPNP), sous l'autorité (dans la pratique) du Congrès national, a ordonné début janvier à des journaux de cesser de travailler avec certains journalistes. Lors d'un discours à la presse en février, Abdallah Gosh, chef de la Sécurité, accusa sans les nommer des journalistes d'être payés par des ambassades étrangères et annonça qu'ils étaient l'objet d'une enquête. La Sécurité va tous les jours dans les journaux vérifier leur contenu avant impression : ont été censurés le soutien apporté par le Soudan aux rebelles tchadiens, taxé de fausses informations (*Rai al Shaab*), un article sur le discours de Gosh (*Al Sahafa*), des paragraphes sur les tortures et mauvais traitements infligés aux détenus (*Al Midan*), une citation du ministre des Affaires étrangères néerlandais appelant le Soudan à remettre à la Cour pénale internationale Kushayb et Ahmed Haroun, le compte-rendu d'un jugement acquittant *al Midan* après que la Sécurité ait porté plainte contre lui, le soutien de déplacés à l'ouverture d'un bureau en Israël par Abd el Wahid el Nour rapporté par le même hebdomadaire. Sept journalistes furent arrêtés pour avoir écrit des articles sur des changements parmi les dirigeants de la police (*al Adhat*, *al Watan*, *Akhir Lahza*, *al Rai al Am*, *al Wifaq*). Le *Khartoum Monitor* a dû régler 300 000 \$ d'arriérés d'impôt avant le 29 février, ce qui aurait pu l'amener à fermer (SOAT 28 02, 06 03). Toutefois, ni *al Sahafa*, ni *Akhbar el Yom* n'ont été censurés pour avoir écrit faussement que des Tchadiens avaient attaqué un véhicule de l'Eufor au Soudan. Pourquoi ? Etait-ce ce que Khartoum appelait la vérité ? (SOAT). Reporters sans frontières (RSF) rappelle l'arrestation de 4 journalistes par la Sécurité le 16 juin dernier, pour avoir voulu couvrir une manifestation au barrage de la 3ème cataracte (*Al Ayam*, *Rai al Shaab Alwan*), et des menaces de mort (*Al Midan*, *al Sahafa*) pour avoir soutenu le déploiement d'une force internationale au Darfour (R-s-f- 2008 02 21).

**Recensement** Des élections « libres » prévues par le CPA devraient avoir lieu en 2009 et un recensement préalable débiter le 15 avril. Le recensement n'aurait pas lieu au Darfour. A la fureur darfourienne, les élections, si.

## S O M M A I R E

<b>EDITORIAL</b>	p. 1
Le Conseil de Sécurité doit imposer... des forces non africaines... <i>Bétegeuse</i>	
Au Sud, l'attente se prolonge. <i>Elias</i>	
<b>DAR FOUR</b>	
Jour après jour	p. 2
Minuad. MJE. Exactions. Pourparlers de paix.	p. 2
Mohamed Hamdan Hemeti. Humanitaires.	p. 3
<b>La génération de la colère...</b> <i>Amnesty International</i>	p. 3
<b>DROITS DE L'HOMME...</b> <i>Deimos</i>	p. 4
<b>ECONOMIE</b> <i>Nekkar</i>	p. 5
<b>SUD-SOUDAN</b> <i>Elias</i>	
Recensement. Retour... Tracé de la frontière N/S.	
Redéploiement, insécurité	p. 6
Développement et pétrole. Corruption. ARS.	p. 7
<b>TCHAD</b>	p. 8
<b>AFFAIRES ETRANGERES</b>	p. 8
<b>POLITIQUE INTERIEURE</b>	p. 8